

Vive le marxisme-léninisme-maoïsme! Guerre populaire jusqu'au communisme!

La politique de conquête du national-socialisme

août 1936

Document présenté dans la revue du Parti Communiste – SFIC les « Cahiers du Bolchévisme » comme un mémoire écrit par « des antifascistes allemands », en ont été publiés les principaux extraits.

Le programme national-socialiste de politique extérieure

« Nous espérons et nous croyons qu'un jour viendra où l'Allemagne s'étendra de *Koenigsberg* à *Strasbourg* et d'*Hambourg* à *Vienne* », proclama Hitler. (Discours d'Adolf Hitler, Nouvelle édition, p. 64. Munich, 1934)

« Tous les hommes de sang allemand, qu'ils soient placés aujourd'hui sous l'autorité danoise, tchèque, italienne ou française, doivent être réunis dans un même Reich allemand... Nous ne renonçons pas à un seul Allemand de l'Allemagne des Sudètes, d'Alsace-Lorraine, de Pologne, de cette colonie de la S.D.N. qu'on appelle l'Autriche, et des Etats successeurs de l'ancienne Autriche. » (Gottfried Feder)

Dans son ouvrage sur le programme national-socialiste, Alfred Rosenberg ne se montre pas moins explicite :

« Pour le mouvement national-socialiste, il ne saurait jamais être question de renoncer aux pays de colonisation. *Le fait que trente-six millions de Français disposent d'un pays plus grand que soixante-trois millions d'Allemands, et qu'un Russe dispose d'une étendue de terre vingt fois plus considérable que celle dont dispose un Allemand, est en contradiction flagrante avec l'ordre naturel.* Cet état de choses, contraire à la nature, finira comme ont toujours fini dans l'histoire les situations analogues : *par une lutte des peuples pour le pouvoir.* Ici encore, il n'y a que deux possibilités : le triomphe de nos nécessités vitales ou la décadence.

Cependant, les circonstances actuelles ne permettent pas de désigner plus clairement les régions d'Europe ou hors d'Europe qui se prêteraient à la colonisation. Disons seulement que la politique extérieure allemande doit avoir tout d'abord comme objectif principal l'union en un seul Etat de tous les Allemands qui vivent groupés en Europe, et l'emprise de territoire dans l'Est, aujourd'hui tchèque ou polonais.

Les possibilités de la politique mondiale actuelle peuvent se transformer dans quelque temps. C'est de là que découlera la ligne de politique extérieure allemande. L'essentiel sera de ne jamais laisser s'engourdir la volonté indispensable qu'exprime le troisième point (du programme national-socialiste) :

Nous réclamons des territoires (colonies) pour nourrir notre peuple et pour établir l'excédent de notre population. » (Alfred Rosenberg: *Caractère, principes et buts du parti national-socialiste*, Munich, 1930)

Alfred Rosenberg, qui est aujourd'hui chef du Bureau de politique

extérieure du parti national-socialiste, autrement dit ministre officieux des Affaires étrangères du III^e Reich, a proclamé nettement les prétentions de la dictature national-socialiste dans un ouvrage trop peu connu qui s'intitule : *La voie future d'une politique extérieure allemande*.

« Nous devons aujourd'hui choisir, écrivait Rosenberg, entre la S.D.N.-Stresemann et l'Etat germanique, national-socialiste et raciste en Europe centrale... *C'est la plus grande absurdité de notre temps qu'après la débâcle évidente de la politique extérieure allemande d'entente pacifique avec tous des peuples, cette idée-là soit précisément devenue la clef de voûte de la République de 1918.*

Cette idée est née avec la République, comme elle mourra avec elle... La démocratie actuelle a renoncé sans mot dire à la lutte pour l'espace vital allemand... Il faut que la politique extérieure de l'Allemagne soit de nouveau guidée par l'idée de puissance allemande, comme l'est d'ailleurs la politique de tout peuple encore vigoureux... On va qualifier cela d'impérialisme... Mais ce n'est en fait qu'une lutte pour l'existence.

Il faut que le réveil national allemand accepte l'impérialisme raciste pour le peuple allemand, dans la mesure où l'espace vital est nécessaire pour assurer au peuple allemand une vie saine et forte. En raison des conditions géographiques, cet impérialisme raciste doit prendre soin que l'espace vital en question soit lié directement à la mère-patrie, afin qu'il ne subisse pas le sort que subirent les aspirations du moyen âge allemand et celles de la période des grandes invasions.

Il faut donc que *la volonté populaire allemande - car telle serait la*

bonne traduction du mot « impérialisme » - il faut, dis-je, que la volonté populaire allemande suive les traces d'Henri le Lion, du Grand Electeur et de Frédéric le Grand. Elle doit se rattacher à l'action des Bayouvares qui protégèrent autrefois la Marche, au sud-est...

Si l'on reconnaît que le peuple allemand... a besoin de territoires pour lui et ses descendants, et si l'on reconnaît tout aussi clairement que ces territoires..., doivent être situés en Europe, et tout d'abord à l'Est, on détient l'attitude organique dont s'inspirera pendant des siècles une politique extérieure allemande. » (Alfred Rosenberg : *La voie future d'une politique extérieure allemande*, 1931.)

Voici donc les lignes de conduite dont s'inspire le programme d'expansion national-socialiste, et que nous retrouverons par la suite dans le détail.

Les déclarations d'Hitler sur la France comptent parmi les passages de *Mon Combat*; où le « Führer » expose avec le plus de netteté cynique les plans d'attaque et de conquête national-socialistes.

L'annexion nouvelle de l'Alsace-Lorraine est une vieille revendication national-socialiste. Mais les nationaux-socialistes vont plus loin : ils ne veulent pas seulement reconquérir l'Alsace-Lorraine; leur but, c'est l'écrasement de la France.

« L'ennemi mortel, implacable, du peuple allemand, c'est, ce sera toujours la France. Ce peuple, de plus en plus négroïde, constitue par sa solidarité avec les buts juifs d'hégémonie un danger imminent pour le maintien de la race blanche en Europe.

Car l'empoisonnement par le sang nègre, pratiqué sur les bords du

Rhin, au coeur de l'Europe, répondit aux appétits de vengeance perverse et sadique de cet ennemi héréditaire, tout comme aux froids calculs du juif pour entreprendre ainsi l'abâtardissement du continent européen en son centre même, et pour enlever à la race blanche les bases d'une existence souveraine, en l'infectant de sang inférieur.

Si le développement de la France dans le sens actuel se poursuivait encore pendant trois cents ans, les derniers restes de sang franc sombreraient dans l'Etat mulâtre européen-africain.

Un immense domaine dé colonisation, allant du Rhin au Congo, occupé par une race inférieure se constitue lentement par de continuels croisements. » (*Mon Combat*)

Ce persiflage insolent, cette vile diffamation du peuple français, qu'Hitler refusa de supprimer dans les nouvelles éditions de *Mon Combat* (fait qui jette une étrange lumière sur la prétendue politique de rapprochement avec la France), n'est rien autre que la préparation idéologique d'une guerre de conquête pour l'anéantissement de la France.

« Quand l'Allemagne aura vraiment compris, écrit Hitler à la fin de *Mon Combat*, qu'il ne faut plus laisser s'étioler la volonté de vie de la nation allemande en une simple défense passive, mais qu'il faut la rassembler pour une dernière, une active explication avec la France, qu'il faut la lancer dans une dernière lutte décisive pour les buts finaux les plus importants de l'Allemagne, c'est alors seulement qu'on pourra mettre un terme à la lutte éternelle, et si stérile au fond, entre nous et la France ».

Le « règlement de compte » avec l'ennemi héréditaire qu'est la France se fait par étapes.

La première de ces étapes fut le rattachement de la Sarre, auquel le gouvernement hitlérien travailla par tous les moyens de terreur et de propagande. Et quoique Hitler ait affirmé solennellement, à maintes reprises, qu'après le retour de la Sarre à l'Allemagne le III^e Reich n'aurait plus de revendications territoriales à poser à la France, il fit occuper militairement la Rhénanie, le 7 mars 1936, en violation du traité de Locarno.

C'est là une nouvelle étape dans la préparation du plan de conquête national-socialiste au détriment de la France.

Mais la remilitarisation de la zone rhénane ne menace pas seulement la France; elle constitue également un acte de violence envers la Belgique, le Luxembourg, la Suisse et la Hollande.

Le gouvernement hitlérien n'a jamais renoncé à Eupen-Malmédy, cédé à la Belgique. Bien plus : fidèle aux buts de guerre établis en 1917 par les pangermanistes, il propage la conquête de tous les territoires de langue allemande et des pays « germaniques » qui touchent l'Allemagne occidentale.

La Flandre et la Hollande sont du nombre. Tout comme en 1914, l'état-major allemand élabore des plans qui prévoient, avec différentes variations, la marche à travers la Belgique et la Hollande, ou à travers la Suisse.

Le III^e Reich menace l'existence nationale et la liberté de tous ces petits pays, dont la conquête serait le prélude à l'établissement de l'hégémonie allemande, aussi bien qu'à l'anéantissement de la France.

M. Krebs, chef national-socialiste des Sudètes allemands, n'a plus lieu de se plaindre au gouvernement du Reich ! Comme il le

demandait, Hitler se sert maintenant des Sudètes allemands pour les attirer dans sa « sphère d'influence », autrement dit, dans ses plans de conquête au détriment de la Tchécoslovaquie.

Le gouvernement hitlérien a déchaîné une violente campagne de presse contre la Tchécoslovaquie, une campagne dont l'objet est de créer une atmosphère de méfiance et de tension, et même de préparer l'ambiance pour une attaque militaire contre la Tchécoslovaquie et pour l'annexion de la région des Sudètes.

Toute la presse allemande, du plus petit « canard » de province aux revues scientifiques ou pseudo-scientifiques les plus haut cotées, publie sur un même commandement les articles les plus fougueux contre la Tchécoslovaquie.

On y retrouve toujours les mêmes arguments : la Tchécoslovaquie n'aurait pas de raison d'existence, elle ne serait pas un Etat national, le domaine linguistique allemand s'étendrait jusqu'aux portes de Prague, toute l'Allemagne des Sudètes appartiendrait depuis des siècles au peuple et au pays allemands - et l'on donne même des dates : la tribu germanique des Marcomans aurait fondé son empire, en Bohême sous le chef Marbod, qui mourut en l'an 36 de l'ère chrétienne.

En Tchécoslovaquie, il y aurait cent mille Palatins de plus que dans le district allemand de Bavière et du Haut-Palatinat...

La propagande hitlérienne à l'étranger ne rougit pas d'exploiter la terrible détresse qui règne en Allemagne des Sudètes, aussi bien que dans les régions voisines et de même structure qui appartiennent à l'Allemagne, et de tirer parti de cet argument pour préparer l'annexion de ce territoire. La presse national-socialiste pousse la

démagogie jusqu'à utiliser à cette fin une enquête menée par des Tchèques amis de la paix et adversaires d'Hitler. (Cf. les revues La rénovation allemande, Munich, juin 1936, et Peuple et Reich, Berlin, mai 1936.)

La Silésie : porte de sortie vers le Sud-Est

Pourtant, la lutte contre la Tchécoslovaquie n'est, elle aussi, qu'un chapitre du plan général de conquêtes que prépare Hitler en Europe orientale.

La province allemande de Silésie est appelée à servir de porte de sortie vers le sud-est de l'Europe. Cinq jours après le grand « discours de paix » que prononça Hitler le 7 mars 1935, un article fort intéressant paraissait dans les *Muencheuer Neuesten Nachrichten*. Nous en citerons quelques passages:

« Des trois pierres angulaires du bloc territorial allemand: la Prusse orientale, la Silésie et l'Autriche, c'est la seconde qui est la moins connue de la conscience allemande... La tâche nationale allemande de la Silésie ne se borne pas à la lutte sur la frontière.

Du point de vue national allemand, la Silésie n'est pas la limite du sol populaire allemand, mais le début et le pilier essentiel d'un immense pont germanique. Aux frontières de la Silésie commencent les colonisations des Allemands de l'extérieur (Aussendeutschen) : Bielitz et la Zips dans la Haute Tatra.

A l'ouest s'étendent les vieilles colonisations minières allemandes de Kremnitz-Chemnitz et, plus loin, les colonisations sur le Danube et autour d'Ofenpest ; au sud-est, ce sont les Allemands du Banat, des monts de Saatmar et de la Galicie orientale ; et, enfin, les îlots

allemands du Buchenland, de Siebenbuergen, de Bessarabie et de la Dobroudja.

Ces Allemands à l'étranger ne sont pas des « protégés », sur les limites de l'Etat central, ce sont des Allemands égaux en droits, des combattants de l'avant-garde qui doivent être englobés dans la vie spirituelle de l'Etat central et rattachés à sa vie économique. »

« Et c'est ici que se rejoignent les deux tâches politiques et nationales de notre province: direction de la lutte aux frontières et transmission de la culture allemande et de l'économie allemande aux groupes allemands de l'étranger, mais aussi aux autres peuples européens qui les entourent.

L'Allemagne d'Europe centrale et orientale, que nous pouvons appeler l'arrière-pays silésien des Allemands à l'étranger, doit rester en contact avec la vie culturelle du Reich, et cette vie culturelle doit rayonner dans tous les territoires du sud-est : telle est la tâche capitale de la Silésie.

Elle se rattachera ainsi à sa haute mission civilisatrice d'autrefois, elle reprendra plus sciemment ses anciennes obligations. C'est par la Silésie, vers la Galicie, la Russie méridionale, la mer Noire et le Danube inférieur que menait le chemin sur lequel le sang allemand, la puissance économique et culturelle allemande ont pénétré le plus loin vers l'Orient.

Le droit allemand et la langue allemande imposèrent leur influence jusqu'à Kiev et à Kharkov (!).

Par les défilés des Carpathes du nord, on s'avancait sur ce grand chemin jusqu'à la Hongrie du nord, jusqu'au Siebenbuergen, et plus

loin, jusqu'à la Valachie et jusqu'aux Balkans.

Le grand chemin ouest-est, avec ses déviations vers le sud-est, est comme l'artère principale de la Silésie, la voie par laquelle l'un des fleuves de vie allemande, le plus riche peut-être, s'écoulait vers l'est, la voie par laquelle la tribu colonisatrice des Silésiens conquiert le bien-être et l'importance. »

« Avec une énergie tenace, toutes les corporations, toutes les professions travaillent en Silésie à renforcer le pays en vue de sa haute mission. Des tâches innombrables attendent leur accomplissement. »

Mais la Silésie n'est qu'une des issues par lesquelles l'impérialisme néo-allemand cherche à pénétrer vers l'Europe du sud-est et à conquérir l'hégémonie sur les Balkans.

Par son expansion économique et par son travail souterrain, le III^e Reich s'efforce de miner la Yougoslavie, la Roumanie et la Grèce.

Le premier pas vers l'annexion de l'Autriche

L'autre grande porte de sortie, c'est l'Autriche, dont l'annexion constitue l'une des revendications capitales du national-socialisme en fait de politique extérieure.

Dès la première page de *Mon Combat*, Hitler pose cette revendication et qualifie l'Anschluss de « tâche vitale, qu'il faut accomplir par tous les moyens ».

Le traité du 11 juillet 1936 est une nouvelle tentative pour enchaîner l'Autriche au III^e Reich, après que l'essai d'Hitler pour instaurer par

un putsch le national-socialisme en Autriche eût échoué, un an auparavant.

Pourtant, les événements des dernières semaines prouvent qu'Hitler n'a pas renoncé à conquérir l'Autriche « de l'intérieur », et que le pacte du 11 juillet 1936, qui contient la reconnaissance formelle de l'indépendance autrichienne et la promesse de non-immixtion dans le régime intérieur de l'Autriche, n'est pour le IIIe Reich qu'un « chiffon de papier », comme tous les autres traités internationaux auxquels il a solennellement souscrit.

L'anéantissement de la Tchécoslovaquie, la suppression de son existence nationale, l'annexion de l'Autriche, l'hégémonie sur les Balkans, tels sont les objectifs d'Hitler pour ce secteur de l'Europe.

« Nous cheminerons vers l'Est », ce vieux mot d'ordre que les pangermanistes propageaient autrefois a été repris de nos jours par les nationaux-socialistes.

« Nous autres, nationaux-socialistes, écrivait Hitler dans un passage de *Mon Combat*, nous tirons délibérément un grand trait sur la tendance qui guida la politique extérieure d'avant-guerre.

Nous reprenons le fil là où on l'avait lâché il y a six cents ans. Nous arrêtons l'éternelle migration germanique vers le sud et l'ouest de l'Europe, et nous tournons nos regards vers le pays de l'Est.

Nous en finissons avec la politique coloniale et commerciale de l'avant-guerre et nous passons à la politique territoriale de l'avenir.

Mais si nous parlons aujourd'hui de nouveaux territoires en Europe, nous ne pouvons songer, en premier lieu, qu'à la Russie et aux Etats

limitrophes qui en dépendent. Il semble ici que le destin lui-même nous indique la voie. » (*Mon Combat*)

Dans sa critique de la période d'avant-guerre, Hitler avait déjà déclaré:

« Si l'on voulait en Europe de nouveaux territoires, cela ne pouvait se faire, en somme, qu'aux dépens de la Russie ; le nouveau Reich devait alors se mettre en marche sur la route que suivirent les chevaliers de l'Ordre teutonique et, par le glaive allemand, donner la terre à la charrue allemande et à la nation le pain quotidien. » (*Mon Combat*)

La conquête de nouveaux territoires, la domination de toute l'Europe orientale, tels sont les buts du national-socialisme.

« Quand nous aurons compris que la suppression de l'Etat polonais est pour l'Allemagne une nécessité primordiale, une alliance entre Kiev et Berlin, la création d'une frontière commune sera une nécessité raciale et nationale pour la politique allemande de l'avenir », écrivait Rosenberg (*La voie future de la politique allemande*).

Comme on sait, « la suppression de l'Etat polonais » a été accomplie du fait que la Pologne est devenue la vassale d'Hitler en Europe orientale. Et « l'alliance entre Kiev et Berlin », c'est, pour M. Rosenberg, l'annexion de l'Ukraine et la création d'un Etat-tampon ukrainien, placé sous la domination allemande.

Le rattachement de Dantzig, de la région de Memel et la conquête des Etats baltes : travaux d'approche pour l'attaque contre l'Union soviétique

La Lituanie et les autres pays baltes ne sont pas moins menacés par l'Allemagne d'Hitler. Memel doit être rattaché à l'Allemagne. Et la presse national-socialiste parle un langage menaçant:

« Ici comme en Sarre, l'arbitraire étranger ne réussira pas toujours à maintenir sous le joug la population allemande; car, derrière les Allemands de Memel, il y a tout le peuple allemand, solidement uni, qui se sent intimement lié à leur sort et suit d'un regard vigilant tout ce qui se passe là-bas. » (Cahiers national-socialistes, Mai 1935.)

Quant à la Lituanie, la presse nazie la qualifie dédaigneusement de « punaise européenne », une « punaise » que le III^e Reich se ferait un plaisir d'écraser à la première occasion.

Les projets immédiats d'annexion dans les pays baltes, le rattachement du territoire de Memel, la préparation de l'attaque contre la Lituanie, la menace que constitue pour les intérêts polonais la « mise au pas » et le rattachement prochains de Dantzig ne sont que des étapes, ou des jalons, si l'on préfère, pour une vaste campagne de conquêtes en Europe orientale, pour une attaque contre l'Union soviétique et pour la réalisation du plan déjà ancien d'emprise sur l'Ukraine.

Une intervention contre l'Union soviétique « ne constitue pas une violation du droit international »

Cette attaque contre l'Union soviétique, on la prépare par tous les moyens. Hitler a pourtant déclaré que le gouvernement du Reich est disposé à entretenir avec l'U.R.S.S. des rapports amicaux, favorables aux deux parties (*discours au Reichstag*, 23 mars 1933), et Rosenberg a prétendu que l'Allemagne ne demandait pas mieux que de rester en

bonnes relations avec la Russie soviétique (*Sang et honneur*, p. 362); mais des déclarations et des articles ultérieurs montrent ce que valent ces protestations de bonne volonté.

Il y a quelque temps, les *Cahiers national-socialistes* (dont Hitler est le directeur et Alfred Rosenberg le rédacteur en chef) publiaient un article fort instructif : on y déclarait que l'Union soviétique devait être exclue de toute communauté juridique, qu'elle ne pouvait être considérée sous l'angle du droit international, que c'était un Etat hors la loi, mais qu'il était d'ailleurs inutile de le mettre hors la loi, puisque son existence politique le plaçait automatiquement en dehors de la communauté juridique.

Pour conclure, l'auteur de cet intéressant papier notait que toute intervention contre l'Union soviétique était justifiée, au point de vue juridique, et que vis-à-vis d'un pareil Etat, la notion même d'intervention contraire au droit international n'existait point! (*Cahiers national-socialistes*, avril 1936.)

Enfin, rappelons encore le mot de Rosenberg qui, dans son dernier ouvrage, parle de la steppe d'Europe orientale, qui fut toujours l'ennemie des claires formes de l'Etat, et dans laquelle vécurent des peuples qui, toujours, résistèrent aux formes précises qui répondent aux conceptions européennes de l'Etat.

C'est là une invite directe à l'attaque, à l'intervention, à l'annexion de ces steppes informes. (Rosenberg: *Création de l'idée*, 1936.)

Une autre preuve des intentions agressives du III^e Reich vis-à-vis de l'Union soviétique, c'est le fait qu'Hitler s'est constamment refusé jusqu'à ce jour à signer le pacte pour le maintien de la paix et la garantie de l'inviolabilité des frontières en Europe orientale.

De plus, il a souligné, dans son « plan de paix » du 7 mars 1936, que l'Union soviétique en était exceptée.

La violente campagne contre l'U.R.S.S., axe central de toute la propagande national-socialiste, qui ne recule devant aucun mensonge, aucune calomnie, est la préparation en même temps que la preuve continue des visées conquérantes d'Hitler.

Les plans coloniaux du « Führer »

Les revendications coloniales occupent une place importante dans le programme d'expansion national-socialiste. Le premier point du programme du parti national-socialiste les mentionne expressément, et les nationaux-socialistes essaient de réaliser leurs projets coloniaux en appliquant les méthodes dont ils se servent également pour mettre en action les autres points de leur programme.

Le gouvernement hitlérien prépare tout d'abord la population allemande, puis il renoue secrètement des relations serrées avec ses anciens territoires coloniaux, après quoi il cherche à atteindre certains buts immédiats de politique extérieure (par exemple, il amène la conclusion de l'accord naval avec l'Angleterre) ; et c'est seulement alors, quand sa puissance est accrue, que le gouvernement hitlérien pose ouvertement au monde ses revendications coloniales.

Pourtant, le IIIe Reich n'ignore pas que cette voie l'opposera nécessairement aux intérêts de l'Angleterre.

« Le principal antagoniste colonial de l'Allemagne, c'est l'Angleterre. Il est absurde que l'art diplomatique allemand s'applique à conquérir les bonnes grâces de ce pays. La question coloniale imminente est un danger pour l'Angleterre, dès que l'Allemagne y fait

allusion.» (Manfred Sell: *La nouvelle politique coloniale allemande*)

Mais les nationaux-socialistes vont plus loin encore. Ils exigent que l'Allemagne, sans se préoccuper de l'Angleterre, traite directement pour le retour de ses anciennes colonies placées sous le mandat des Dominions anglais : qu'elle s'adresse, par exemple, à l'Union sud-africaine, qui a un mandat sur l'ancienne Union sud-africaine allemande.

L'entente avec l'Union sud-africaine, avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande est une affaire qui ne regarde que l'Allemagne : telle est la thèse des nazis.

« La revendication allemande de retour des anciennes colonies est bien faite pour amener des contradictions avec l'Angleterre et ses Etats vassaux. » (Sell: *La nouvelle politique coloniale allemande*.)

Et le IIIe Reich est tout disposé à profiter de ces conflits pour faire triompher les revendications coloniales allemandes, comme le prouve le discours que M. Pirow, ministre sud-africain, prononça en juillet 1936 pour le retour à l'Allemagne de ses anciennes colonies.

Depuis quelque temps, l'Allemagne réclame avec une force accrue qu'on lui rende des colonies.

M. Schacht, ministre de l'Economie du Reich, écrivait récemment:

« Dans ses anciennes colonies, l'Allemagne avait trouvé un précieux élargissement de sa base de matières premières, de ses échanges de produits et de son territoire de peuplement. Comme le prouve le développement de ces dernières années, c'est là une nécessité absolue

pour un pays industriel surpeuplé.

C'est donc une impossibilité, du point de vue de la politique économique, que de refuser à l'Allemagne l'administration autonome de ses anciennes possessions coloniales. » (Préface à l'ouvrage de H.W. Bauer: *Des colonies ou non?* 1935.)

Le comte de Schwerin-Krosigk, ministre des Finances, déclarait tout dernièrement, dans un discours prononcé devant la « Société allemande d'économie mondiale »:

« La décision sur la vie et la mort d'un peuple ne saurait dépendre d'une question de matières premières et de devises. Le problème colonial de l'Allemagne ne saurait être écarté sous prétexte que la réalisation de la politique de la porte ouverte assurerait à l'Allemagne la facilité de se procurer des matières brutes en suffisance; ce serait oublier le facteur décisif, à savoir: que, seule, la possibilité d'acheter des matières premières en quantité voulue et avec sa propre monnaie pourra décharger autant qu'il est nécessaire le bilan allemand des devises. » (*Journal colonial allemand*, 1er juin 1936.)

Hitler en personne a répété, ces mois derniers, à maintes reprises, les revendications de l'Allemagne sur « l'égalité des droits coloniaux ».

Cette même revendication figure au point 18 de son programme dit de paix, du 7 mars 1936, et le « Führer » l'a encore exprimée au cours de l'interview donnée le 12 mars 1936 au journaliste Ward Price.

Dans toute l'Allemagne sévit une ardente propagande pour « la pensée coloniale ». En 1935, deux grands congrès dits coloniaux se tinrent à Fribourg-en-Brisgau et à Hanovre, et les anciens officiers y parurent en uniforme de l'ancienne armée impériale.

Le nombre des élèves de l'Ecole coloniale pour la préparation des administrateurs coloniaux et des fonctionnaires coloniaux, créée à Witzenhausen sur la Wéra, dès avant la guerre, a considérablement augmenté.

Le Bureau de politique coloniale du N.S.D.A.P. (parti national-socialiste), dont le général von Epp, qui participa à l'écrasement de la révolte des Héreros en Afrique australe (1904) est le président d'honneur, déploie une grande activité.

Il doit, entre autres, résoudre le problème difficile de concilier la théorie des races, chère aux nationaux-socialistes, avec leurs revendications coloniales.

Le major Schnoeckel, chef du Bureau central de la N.S.D.A.P. pour la politique coloniale, écrit à ce sujet, dans le *Journal colonial allemand* du 1er mars 1936:

« Après l'effondrement retentissant du mensonge sur nos fautes coloniales, le peuple allemand, parqué sur un territoire trop étroit, a doublement le droit de revendiquer sa propriété.

Au lieu de cela, la presse d'outre-mer et la presse étrangère s'efforce d'étouffer dans le germe la revendication du retour de nos colonies, à l'aide des arguments les plus saugrenus.

On prétend maintenant qu'après la promulgation des nouvelles lois raciales et du paragraphe aryen, l'Allemagne n'est plus à même d'éduquer les indigènes selon les statuts du mandat colonial. Une fois de plus, on se trompe sur le IIIa Reich, sciemment ou non.

Les nouvelles lois raciales, qui rendent justice à chaque peuple (!),

quelles que soient sa couleur et sa religion, permettront justement au IIIe Reich de suivre nos anciennes traditions coloniales. »

Si les nationaux-socialistes déploient avec tant d'ardeur leur propagande coloniale, c'est aussi pour détourner le mécontentement croissant des masses travailleuses. Ce palliatif est employé tout particulièrement dans les villes hanséatiques, à Hambourg et à Brême, où la crise est très sensible, par suite de la régression du commerce extérieur allemand.

En janvier 1936, une grande exposition coloniale eut lieu à Hambourg, et la ville fut submergée pendant des semaines sous les flots de la propagande coloniale. C'est le 1er octobre que s'ouvrira à Brême une nouvelle école coloniale pour la préparation des fonctionnaires et des employés.

Dans les autres parties du Reich, les nationaux-socialistes essaient de gagner au retour des colonies la classe ouvrière qui fut toujours opposée à une politique coloniale. « Des colonies ! But lointain des travailleurs allemands ! », écrit *le Travail*, organe central du Front allemand du travail, le pseudo-syndicat national-socialiste; et il continue en ces termes: « Le monde est magnifique, il y a de la place pour tous ; mais seuls une mésestime stupide et un aveuglement politique peuvent nous barrer la route au travail colonial ». (*Arbeitertum*, 1er mai 1936.)

Les mêmes arguments de « frères non libérés », on les retrouve encore dans la politique coloniale national-socialiste. Au grand meeting colonial de Hambourg, le général von Epp déclara :

« Nous n'avons pas le droit d'abandonner nos frères des anciennes colonies allemandes!... En affirmant notre volonté coloniale, nous

affermissons la volonté de nos concitoyens qui tiennent bon, dans nos anciennes colonies... Le système d'après-guerre n'a montré qu'indifférence, ou même aversion, pour la question coloniale.

La politique de faiblesse qui caractérise cette époque mena à cette conception néfaste des choses coloniales. Nous savons que les adversaires de la politique coloniale allemande après la guerre sont les mêmes forces qui déjà, au temps de Bismarck, luttaient contre cette politique et cherchaient à la faire échouer.

C'étaient tous ces pitoyables cercles marxistes, pacifistes et démocrates, qui ne voulaient point d'un puissant développement de l'Allemagne... Il n'y a qu'un seul homme qui puisse nous rendre la possibilité de travail colonial. Cet homme, c'est Adolf Hitler !»

L'agression de l'Italie fasciste contre l'Ethiopie a encouragé les nationaux-socialistes et excité leurs appétits coloniaux. Pendant le conflit italo-abyssin, la *Revue d'Afrique*, créée à Hambourg en 1935, écrivait déjà :

« Les effets du conflit italo-abyssin sur la situation européenne ont atteint une mesure telle qu'elle prouve indubitablement l'absurdité du système de Versailles. Un véritable maintien de la paix ne peut être opéré, de nos jours, que par le juste partage des domaines coloniaux de matières premières.

Aussi l'Allemagne pose-t-elle avec force, avant qu'une nouvelle entente ne soit réalisée entre les intérêts coloniaux européens dans les régions africaines, l'équitable revendication du retour de ses anciennes colonies. »

Dès qu'il fut évident que l'agression de l'Italie fasciste contre

l'Abyssinie, membre de la S.D.N. resterait impunie, et qu'elle serait même couronnée de succès, le national-socialisme redoubla de vigueur dans ses revendications coloniales.

Le 18 janvier, 1936, Gœbbels prononça un discours dans lequel il menaçait (cité d'après la *Deutsche Allgemeine Zeitung* du 19 janvier):

« Certes, un jour viendra où nous devons aussi exiger des colonies. A la longue, nous ne pouvons pas vivre comme nous vivons aujourd'hui. Le reste du monde nage dans l'abondance, et nous sommes des gueux.

Chacun doit se rendre compte que nous avons besoin de colonies. Et, quoique nous gardions la neutralité, dans le conflit abyssin, nous comprenons cependant qu'un peuple tel que le peuple italien veuille vivre; sans cela, il serait un danger pour le monde entier. Un jour ou l'autre, il faut que la chaudière éclate ! »

Ainsi, le national-socialisme pose ses revendications impérialistes sous le couvert du « maintien de la paix »! Des revendications impérialistes qu'il est résolu à défendre, en fait, par l'épée !

Depuis quelque temps, le III^e Reich tourne plus spécialement les yeux vers le Maroc espagnol. L'envoi des navires de guerre les plus puissants et les plus modernes dans les eaux espagnoles rappelle fort le voyage de *la Panthère* à Agadir [référence au coup d'Agadir incident militaire et diplomatique qui eut lieu en 1911, entre la France et l'Allemagne, provoqué par l'envoi de «La Panthère» une canonnière (navire léger armé de canons) de la marine de guerre allemande dans la baie d'Agadir au Maroc.]

L'opinion étrangère est persuadée, jusqu'à ce jour, que le III^e Reich ne pose qu'en seconde ligne ses revendications coloniales, et qu'il se préoccupe tout d'abord de ses plans d'expansion en Europe. Il se pourrait que les événements d'Espagne, dont le III^e Reich se mêle activement, viennent corriger cette conviction.

Les visées coloniales d'Hitler peuvent, elles aussi, faire du globe un nouveau charnier!

Hitler-la-Guerre, adversaire du système de la sécurité collective

Jusqu'ici, Hitler a travaillé méthodiquement à son plan de conquêtes ouvertement proclamé. Par la remilitarisation de la zone rhénane, une certaine étape de la politique extérieure allemande a été atteinte.

C'était l'étape pendant laquelle Hitler travaillait à ses projets conquérants à l'intérieur même des frontières allemandes.

La nouvelle étape de la politique extérieure allemande, ce sera la préparation d'une attaque au delà ses frontières du Reich.

Le monde a prêté plus d'attention aux paroles d'Hitler qu'à ses actes, aux déclarations gouvernementales et diplomatiques qu'aux doctrines réelles du Parti hitlérien; pourtant, c'est à celles-ci que répond la réalité.

Dans son discours du 21 mai 1935, Hitler promettait l'exact accomplissement de « toutes les obligations qui découlent du traité de Locarno »; le 7 mars 1936, Hitler déchirait le pacte locarnien.

Aujourd'hui, le Führer reconnaît l'indépendance de l'Autriche; demain, il la violera.

Il l'a d'ailleurs annoncé lui-même; ne déclarait-il pas, dans son discours aux Sarrois du 1er mars 1935:

« *Finalement, le sang est plus fort que tous les documents de papier.* »

Hitler se conforma dans l'action aux déclarations qu'il a faites. Toujours, quel que soit le but que nous envisageons, nous retrouvons ce désaccord fondamental entre les protestations de paix, accommodées aux nécessités de l'heure, et les buts belliqueux qu'elles masquent.

La politique extérieure d'Hitler se réserve toutes les éventualités d'une guerre d'agression voulue, et les préparatifs militaires auxquels travaille l'Allemagne fasciste doivent lui permettre de lancer simultanément dans plusieurs directions une attaque vigoureuse.

Il serait faux de croire que l'agression ne peut se faire qu'à l'ouest ou à l'est. Il faut considérer toutes les possibilités. L'attaque peut se déclencher sur un point où l'on s'y attendait le moins.

Selon le plan qu'Hitler a développé dans *Mon Combat*, l'isolement, l'écrasement, la ruine de la France doivent être un moyen qui permettra d'atteindre le but principal : la création d'un « nouvel espace vital allemand » en Europe et dans le monde :

« Certes, nous reconnaissons tous, aujourd'hui, la nécessité d'une explication avec la France ; mais cette explication resterait inefficace dans ses grandes lignes, si notre but de politique extérieure se bornait à cela. Cette explication ne peut avoir un sens que si elle nous permet de fortifier nos arrières, en vue d'un agrandissement de l'espace vital de notre peuple en Europe. » (*Mon Combat*)

On lit encore, quelques pages plus loin, que l'anéantissement de la France n'est qu'un moyen

«...pour pouvoir ensuite donner à notre peuple, sur un autre point géographique, l'expansion réalisable. Aujourd'hui, l'on compte 80 millions d'Allemands en Europe. Mais cette politique extérieure ne sera reconnue juste que lorsque 250 millions d'Allemands vivront sur ce continent, dans un siècle à peine. » (*Mon Combat*)

Et voilà pourquoi le III^e Reich lutte avec acharnement contre le système de sécurité collective, que propagent et qu'organisent tous les amis de la paix.

Voilà pourquoi l'Allemagne fasciste combat avec rage le mot d'ordre de l'indivisibilité de la paix.

Pour le contrebalancer, Hitler a échafaudé sa théorie de la « localisation de la guerre », qui répond parfaitement aux plans du « Führer » d'écraser un par un tous ses adversaires.

Sa politique des alliances s'oriente également vers le même but : c'est la conclusion d'accords bilatéraux, tel l'accord avec la Pologne, les alliances du III^e Reich avec la Hongrie et la Finlande, et le pacte secret avec le Japon sont des alliances de guerre et des alliances militaires.

Des pactes d'amitié d'une autre nature paraissent infructueux à Hitler :

« Une alliance dont le but n'implique pas l'intention d'une guerre est absurde et vaine. On ne conclut des alliances que pour la lutte, même si le conflit paraît encore fort éloigné, au moment de la conclusion

d'une alliance. Il n'en reste pas moins vrai que la perspective de complications guerrières est sa raison d'être intrinsèque. » (*Mon Combat*)

Toutes les mesures, tous les actes politiques, diplomatiques et militaires du III^e Reich visent à la réalisation d'un seul et même projet : le déclenchement de guerres de conquêtes, afin d'établir l'hégémonie de l'Allemagne. Ces guerres menacent tous les peuples. La paix du monde est menacée.

Hitler est le plus grand danger de guerre !